

En mars 2016, nous avons dit **RETRAIT** de la Loi Travail

Aujourd'hui, nous disons :

RETRAIT DE LA LOI SELECTION !

Il y a huit mois avec la loi El Khomri, le gouvernement prétendait nous condamner à la déqualification et à la précarité à vie. Dès le 9 mars, la jeunesse a répondu RETRAIT !

Huit mois plus tard, ce gouvernement veut chasser les étudiants des universités par milliers en instaurant la sélection en master.

Le 26 octobre, la proposition de loi déposée par le sénateur UDI Jean-Léonce Dupont a été adoptée en première lecture au Sénat – sans qu'un seul sénateur ne vote contre ! - s'appuyant sur un large consensus basé sur l'accord du 4 octobre (signée par le gouvernement et, notamment, la FAGE, l'UNEF, le SNESup-FSU, l'UNSA et la CFTD).

- **Aujourd'hui**, tout titulaire d'une licence (bac + 3) peut accéder de droit au master (bac + 5) de son choix. Même si de nombreuses entraves existent, c'est toujours ce principe qui fait loi.
- **Avec cette loi**, les universités pourraient fixer des « capacités d'accueil (en master 1) », et « un concours ou l'examen du dossier du candidat » pour y accéder ! Le projet de loi stipule que les titulaires d'une licence « qui ne sont pas admis (en master 1) de leur choix (...) se voient proposer (un master) en tenant compte de leur projet professionnel et de l'établissement (de) leur licence ». Mais cette proposition d'une place en master – qui ne respecte donc pas leur choix – pourra être faite « de manière différée », c'est-à-dire l'année suivante !

L'objectif est clair : pousser des dizaines de milliers d'étudiants sans place en master à abandonner leurs études !

Dans le monde entier, les étudiants se battent pour le droit d'étudier :

- **En Afrique du sud**, où ils s'opposent depuis un mois et demi à l'augmentation des droits d'inscription et disent : « *Fees must fall !* »
- **En Espagne**, où 90% des étudiants étaient en grève le 26 octobre dernier aux cris de « *A bas la sélection franquiste !* »

Ce gouvernement, sa Cinquième République du 49-3 et de la matraque, à la botte de l'Union européenne des patrons et des banquiers veut nous chasser des universités ? **Nous n'acceptons pas ! C'est ce gouvernement, sa Loi Travail et sa Loi sélection qui doivent dégager !** En mars, nous sommes descendus dans la rue aux côtés des travailleurs pour dire : « *Retrait du projet de loi El Khomri !* ». Aujourd'hui nous disons :

RETRAIT de la loi de sélection en master !

Nous, étudiants soussignés, délégués à la Conférence nationale pour la rupture avec l'Union européenne et la V^e République, parmi 507 délégués, travailleurs et jeunes de toutes tendances, nous décidons de constituer le **Comité de liaison des étudiants pour la rupture (C.L.E.R.)** pour engager dans les amphis, les TD, les cités-U le combat contre la sélection. Le CLER a été constitué par des étudiants de Boulogne, Censier, Jussieu, Panthéon-Sorbonne, école d'architecture Paris- Belleville, ESCT, Tolbiac, Nanterre, Paris-VIII, Brest, Strasbourg, Lyon-II, Aix-Marseille, Rennes-II, Lille-III, Lille-I, Montpellier, ainsi que des lycéens et des apprentis.

Nom prénom	Adresse	Soutien	signature